

Strasbourg, le 10 septembre 1998

CC-ED/HIST (98) 49

NOUVELLE INITIATIVE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Séminaire régional sur

"La réforme de l'enseignement de l'histoire dans les classes d'enseignement secondaire"

Tbilisi, Géorgie
(mardi 25-samedi 27 septembre 1997)

RAPPORT

Séminaire sur

**"La réforme de l'enseignement de l'histoire
dans les classes d'enseignement secondaire"**

Tbilisi, Géorgie
(mardi 25-samedi 27 septembre 1997)

Rapport de

M. Ian McKellar,
Rapporteur Général
Université de Glasgow
Royaume-Uni

Table des matières

	Pages
I. Introduction	5
II. Exposé liminaire de M^{me} Elene Medzmariachvili	7
III. Tables rondes	13
1. La formation des enseignants d'histoire et le perfectionnement de leurs aptitudes professionnelles.....	13
2. L'élaboration du nouveau programme et des nouveaux standards d'enseignement de l'histoire dans la Fédération de Russie	16
3. Les progrès des nouvelles normes et des nouveaux programmes d'enseignement de l'histoire - L'élaboration et l'introduction de nouveaux standards.....	19
4. La rédaction et l'édition de manuels d'histoire en Azerbaïdjan	22
5. La rédaction et l'édition de nouveaux manuels d'histoire en Arménie	25
IV. Conclusions du Rapporteur Général	28
ANNEXE I	
Liste des participants.....	33
ANNEXE II	
Programme du séminaire	36
ANNEXE III	
Lettre du Président de la Géorgie, M. Edouard Chevardnadze	40

I. INTRODUCTION

Le séminaire régional sur "La réforme de l'enseignement de l'histoire dans le secondaire", qui s'est tenu à Tabakhmela, en Géorgie, du 25 au 27 septembre 1997, était organisé dans le cadre de la "Nouvelle Initiative du Secrétaire Général". Depuis l'adhésion de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan et de la Géorgie à la Convention culturelle européenne, c'était la première fois qu'un séminaire de ce type était organisé dans la région.

Le séminaire a réuni:

- des fonctionnaires du ministère de l'Education responsables de l'enseignement de l'histoire dans les établissements scolaires et du développement des programmes d'histoire;
- des représentants d'instituts pédagogiques;
- des auteurs et éditeurs de manuels d'histoire d'Arménie, de Géorgie, de Moldova, de la Fédération de Russie et de Turquie (voir annexe I pour la liste des participants).

Le séminaire visait à:

- examiner les progrès réalisés dans l'élaboration de nouveaux programmes d'histoire et à débattre des problèmes communs rencontrés jusqu'alors;
- discuter de la rédaction et de la publication de nouveaux manuels d'histoire;
- discuter des standards d'enseignement, ainsi que de leur élaboration et de leur mise en œuvre.

La cérémonie d'ouverture du séminaire a eu lieu au palais de la Jeunesse, où les allocutions de bienvenue ont été prononcées par:

- M. Zourab Chvania, président du Parlement de Géorgie;
- M. Petre Mamradze, chef de Cabinet du président, qui a lu une lettre du Président Chevardnadze aux participants (cette lettre est reproduite à l'annexe III);
- M. George Charvachidze, Premier vice-ministre de l'Education de Géorgie;
- M. Chota Doghonadze, vice-ministre des Affaires étrangères;

- M^{me} Alison Cardwell, Administrateur, Direction de l'enseignement, de la culture et du sport du Conseil de l'Europe.

Le programme du séminaire est présenté dans l'annexe II du présent rapport.

**II. EXPOSÉ INTRODUCTIF DE
M^{me} Elene MEDZMARIACHVILI**

Maître de conférences à l'Université d'Etat de Tbilisi, Département d'Histoire moderne et contemporaine

J'ai l'honneur de vous accueillir aujourd'hui au nom de mon pays et de la délégation géorgienne et de vous exprimer à tous notre gratitude pour votre décision de participer à ce séminaire. Je souhaite que cette coopération étroite nous soit à tous profitable.

Comme on le sait, l'enseignement de l'histoire (et pas seulement de l'histoire) est aujourd'hui confronté à de graves problèmes dans les anciennes républiques de l'Union soviétique. Je souhaiterais en évoquer quelques-uns ici.

Dans les années 20 et la première moitié des années 30 de ce siècle, sur le territoire de l'URSS, l'enseignement de l'histoire comme discipline scolaire a été interdit et une nouvelle matière intitulée "science sociale" fut introduite. Cette matière comprenait des éléments de philosophie marxiste, d'économie politique et d'histoire; mais il ne s'agissait pas d'un enseignement systématique.

A partir de la deuxième moitié des années 30, le cours de "science sociale" a été remplacé par une brève histoire de l'Union soviétique (il s'agissait en fait de l'histoire de la Russie). Ce cours reflétait l'idéologie marxiste-léniniste et servait les intérêts du parti au pouvoir. Par la suite, cependant, les élèves ont commencé peu à peu à étudier l'histoire internationale en classe, toujours dans le cadre de l'idéologie communiste. Cette évolution s'est maintenue jusqu'à la désintégration de l'URSS et n'a connu que des changements peu importants, liés à la personnalité et à l'humeur de la personne placée à la tête de l'Etat.

Pendant la période de l'Union soviétique, toutes les écoles des républiques sans exception se servaient de manuels conformes aux programmes d'enseignement approuvés par le ministère de l'Education publique de l'URSS. Ces manuels étaient simplement traduits du russe dans les différentes langues nationales.

Le temps est donc aujourd'hui venu d'envisager de manière complètement différente l'enseignement de l'histoire dans les écoles de tous ces pays. Une nouvelle approche du processus d'enseignement est aussi nécessaire.

Tout d'abord, les nouveaux programmes devraient offrir aux nouvelles générations de plus grandes possibilités éducatives; ils devraient leur permettre de développer leur esprit d'analyse, leur capacité à s'orienter dans un contexte nouveau, et leur créativité.

Un travail important a déjà été accompli en ce sens. De nouveaux manuels d'histoire géorgiens ont été élaborés. Ils sont conformes aux normes internationales, et

il ne s'agit pas là seulement de l'opinion de leurs auteurs. Un certain nombre de problèmes, cependant, n'ont pas encore été résolus. Nous n'avons pas encore réussi à publier ces manuels sous une forme qui soit en accord avec leur contenu. Ceci s'explique avant tout par la réduction des possibilités économiques de la République, liée à l'éclatement de l'Union soviétique. Il convient toutefois de mentionner que ces difficultés pourront en partie être surmontées grâce aux aides débloquées à cette fin par la Banque mondiale.

Le développement, en Géorgie, de normes de l'enseignement public pour l'enseignement de l'histoire internationale et de l'histoire de Géorgie est à porter au crédit des auteurs des manuels d'histoire (T. Nikolaichvili et Tz. Chikvaïdze pour l'histoire internationale, P. Lomachvili et S. Vardosanidze pour l'histoire nationale). Les textes de référence sur l'histoire de la Géorgie sont bien écrits et sont conformes aux exigences actuelles.

Le ministère géorgien de l'Éducation a fait parvenir les normes sur l'enseignement de l'histoire internationale au Conseil de l'Europe, qui les a communiquées à M. Gary Brace (Pays de Galles). En mars 1997, les représentants du Conseil de l'Europe sont venus à Tbilisi et ont fait part aux auteurs de leurs remarques sur ces normes.

A leur avis, les normes étaient quelque peu pléthoriques et n'insistaient pas suffisamment sur l'acquisition de certaines aptitudes. Les normes ont, depuis, été révisées. Pratiquement toutes les remarques des experts ont été prises en compte par les auteurs, à l'exception de celles portant sur le volume des connaissances. Celui-ci a été quelque peu réduit, mais pas autant que ne le suggéraient les représentants du Conseil de l'Europe.

La décision des auteurs à ce sujet peut s'expliquer de la manière suivante: ayant adopté une approche traditionnelle en ce qui concerne le volume des manuels, ils ont voulu en outre donner aux élèves une idée exacte (libérée des entraves de l'idéologie marxiste-léniniste) des événements mondiaux les plus importants.

L'ensemble des remarques formulées par les représentants du Conseil de l'Europe ont cependant été examinées de manière approfondie.

Dans les normes, les aptitudes sont réparties en cinq groupes:

- i. temps et lieu;
- ii. cause et effet;
- iii. interprétation de l'histoire;
- iv. investigation historique;
- v. organisation et communication.

Le contenu des normes couvre quatre périodes historiques: histoire ancienne, histoire médiévale, histoire moderne, histoire contemporaine. Les

principaux phénomènes, événements et processus historiques mentionnés dans les normes, sont traités de manière plus détaillée dans les programmes et dans les manuels.

La périodisation de l'histoire a elle aussi évolué. Il est vrai que, traditionnellement, l'histoire de l'Antiquité s'achève avec l'éclatement de l'Empire romain; que la période des grands voyages de découverte est considérée comme la limite entre période médiévale et période moderne; et que les années 1870 marquent le passage entre époque moderne et époque contemporaine. Toutefois, la périodisation de l'histoire, toujours aléatoire, a été longuement débattue parmi les historiens. C'est pourquoi votre point de vue sur ce problème est pour nous d'une grande importance.

Le premier programme d'histoire indépendant (Kvaliachvili et Chikvaidze) a été publié en Géorgie en 1996. Il comprend le programme d'histoire internationale et le programme d'histoire géorgienne. Ce programme est également utilisé dans les écoles non nationales (russes, arméniennes et azéries) de Géorgie.

La matière du programme est répartie par classes et divisée en rubriques. Le programme contient une brève description de chacun des sujets et précise le nombre d'heures d'enseignement correspondant. Chaque enseignant est libre de répartir les heures et d'organiser les leçons comme il l'entend. En outre, le programme prévoit un certain nombre d'heures dites "de réserve", que l'enseignant pourra utiliser de la manière qui lui semblera la plus appropriée.

A la fin de chaque sujet sont présentées les relations pouvant exister avec d'autres disciplines. A la fin de chaque cours, on donne une liste des notions et des idées sur lesquelles il convient d'attirer l'attention des élèves dans l'enseignement en classe.

Le programme énumère les aptitudes que les élèves doivent acquérir entre la cinquième et la 10^{ème} année de scolarité. La deuxième édition révisée des programmes d'enseignement de l'histoire internationale et de l'histoire de Géorgie, qui a été publiée cette année, contient un traitement plus détaillé et plus approfondi des questions évoquées ci-dessus. Cette nouvelle édition comprend également des éléments complémentaires sur l'histoire de la seconde guerre mondiale pour les élèves de 11^e année. Les auteurs y insistent sur l'évolution économique et sociale de certains pays, et en particulier des pays ayant connu le "miracle économique". Une meilleure compréhension des causes de ce "miracle" devrait sans aucun doute aider les nouvelles générations à résoudre les difficultés que connaît leur pays.

Pour élaborer ce programme, nos auteurs se sont appuyés sur l'expérience des principaux pays, tout en tenant compte de la situation géopolitique spécifique de notre pays. C'est ainsi que notre programme, contrairement aux programmes d'enseignement de l'histoire internationale actuellement en vigueur en Europe et aux Etats-Unis, accorde une place importante à l'histoire de la Turquie et à celle de l'Iran.

En outre, dans les programmes de la plupart des pays, l'histoire de plusieurs Etats (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne, France, Russie) occupe une place centrale, alors que notre programme prend en compte l'histoire contemporaine d'autres pays, comme l'Espagne, le Portugal, l'Italie et la Grèce.

Notre programme, et par conséquent nos manuels, couvrent également l'histoire de pays généralement ignorés ou bien évoqués seulement en passant (comme, par exemple, l'Afghanistan). L'Australie et l'Océanie, l'Amérique latine, l'Afrique équatoriale et l'Afrique du Sud ont aussi été incluses dans le programme, de manière à rendre compte des événements et processus d'importance mondiale qui ont eu lieu dans ces régions. La formation d'Etats indépendants en Amérique latine, par exemple, est traitée de manière détaillée (programme et manuel d'histoire moderne pour la 9^e année). En relation avec ce thème, seule la période contemporaine de l'histoire de l'Afrique équatoriale et de l'Afrique du Sud est abordée. L'Australie et l'Océanie sont mentionnées dans le contexte des grandes découvertes géographiques.

Les participants au séminaire pourront signaler à nos auteurs l'absence, dans le programme d'histoire internationale, de tel ou tel pan de l'histoire de leur pays, qui risquerait ainsi de rester inconnu de générations d'élèves. Cette absence pourrait leur interdire de comprendre les causes de conflits en cours ou sur le point de se déclarer dans telle ou telle région du monde.

A ce propos, j'aimerais attirer votre attention sur un problème que nous ne pouvons encore résoudre, mais qui devrait pourtant – la réflexion à ce sujet ayant mûri – faire l'objet d'une discussion. Il s'agit du problème suivant: nous sommes tous conscients aujourd'hui de la nécessité de combler les "vides" des programmes et manuels d'histoire internationale. Cela contribuerait à une meilleure compréhension des problèmes de pays qui, bien qu'ils soient voisins, ne sont pas toujours les plus proches.

Sans une meilleure compréhension de l'origine des difficultés que peuvent rencontrer d'autres pays et d'autres cultures, l'objectif d'une paix mondiale durable sera difficilement atteignable, et le sera sans doute de plus en plus.

La région du Caucase en fournit une bonne illustration. L'histoire de cette région demeure dans bien des cas peu connue, y compris des historiens. Or les problèmes actuels ont des racines profondes. Sans une connaissance de l'histoire de cette région, des processus migratoires qui s'y sont déroulés, ainsi que d'autres processus importants, les peuples du monde ne peuvent comprendre les causes des drames actuels, ni trouver les moyens de les surmonter ou de les éviter.

Nos réunions et échanges d'opinions ayant maintenant pris un tour systématique, il devient possible "d'assouplir" le programme d'histoire internationale (ainsi que les manuels) de manière à prendre en compte les processus importants actuellement en cours dans différentes parties du monde. Ceci permettra aux jeunes générations de défendre les principes communs à l'ensemble de l'humanité.

Les auteurs géorgiens ont déjà fait quelques pas dans cette direction. Une version révisée du programme d'enseignement de l'histoire internationale est en préparation. Ce programme comprendra une section sur l'histoire des voisins immédiats de la Géorgie comme l'Arménie et l'Azerbaïdjan et l'histoire des peuples nord-caucasiens. Ces données seront incluses dans les prochaines éditions des manuels d'histoire internationale.

En ce qui concerne les manuels élaborés en conformité avec les programmes en vigueur à ce jour, il faut noter que de nouveaux manuels d'histoire géorgienne ont été rédigés et introduits dès 1989-1992 (c'est-à-dire avant l'effondrement de l'URSS): un cours introductif pour la 5^e année (R. Metreveli, L. Sanikidze), des cours systématiques pour la 8^e et la 9^e année (M. Lordkipanidze, N. Asatiani) et pour la 10^e et la 11^e année (P. Lomachvili). Des interprétations nouvelles y étaient avancées à propos de nombreux événements et problèmes concrets de l'histoire géorgienne qu'il était auparavant interdit d'aborder ou qui étaient présentés de manière inexacte. Ces manuels ont été traduits en russe, azéri et arménien. Leurs auteurs travaillent actuellement à de nouvelles éditions qui devraient être publiées bientôt.

Les auteurs des manuels d'histoire internationale ont également commencé à travailler à la fin des années 80. En 1992 ont été publiés deux manuels d'histoire internationale pour la 8^e et la 9^e année (N. Mamukelachvili). La Géorgie a donc été la première des anciennes républiques soviétiques à mettre à la disposition des élèves des manuels d'histoire internationale rédigés dans la langue nationale. La caractéristique principale de ces manuels consiste dans le rejet de la doctrine marxiste-léniniste relative aux étapes du développement de la société et au rôle central de la lutte des classes.

Les éditions révisées des manuels d'histoire internationale sont en cours de publication.

Les auteurs des manuels d'histoire internationale ont grandement bénéficié de l'aide que leur a apportée l'Institut Georg-Eckert de recherche internationale sur les manuels scolaires (Brunswick) et tout spécialement M. Robert Maier. Nous avons maintenant la possibilité d'utiliser la bibliothèque de l'institut. Je profite de l'occasion pour exprimer à M. Maier, au nom de tous les auteurs, notre sincère gratitude.

Aujourd'hui, en Géorgie, une réforme fondamentale est en cours dans le système éducatif public; elle permettra, à partir de l'année scolaire 1998-1999, l'introduction progressive d'un nouveau modèle d'enseignement scolaire aux trois niveaux suivants:

1. enseignement primaire, de la 1^{re} à la 6^e année de scolarité;
2. enseignement intermédiaire, de la 7^e à la 9^e année;
3. enseignement secondaire, de la 10^e à la 12^e année (dans lequel seront proposées des filières spécialisées et à options).

La réforme prévoit un enseignement d'histoire distinct à tous les niveaux. Des heures de cours spécifiques sont réservées à cet effet. Dorénavant, l'histoire de la Géorgie sera enseignée selon un modèle triplement concentrique (trois cercles au lieu de deux précédemment); quant à l'histoire internationale, elle sera présentée selon deux cercles concentriques, au lieu du modèle linéaire utilisé précédemment. Une attention accrue devra, en outre, être accordée au renforcement des liens entre l'histoire et les autres matières.

Le succès de cette réforme exige que soient surmontés les défauts dont souffrent les programmes et manuels existants. Les manuels, par exemple, devront être améliorés et simplifiés. Il est aussi nécessaire d'insister sur le développement, chez les élèves, de certaines aptitudes spécifiques et, pour parvenir à ce but, nous devons résoudre certains problèmes pédagogiques et méthodologiques de l'enseignement de l'histoire. Nous devons également élaborer des questionnaires et des tests; préparer et publier des livres de lecture; publier, pour chaque niveau, des atlas et des cartes historiques murales; diffuser dans les écoles de nouveaux outils visuels, fournir aux bibliothèques scolaires les livres indispensables, etc.

Nous espérons vivement que l'Association des enseignants d'histoire, qui vient d'être créée en Géorgie, pourra jouer un rôle important dans la solution de ces divers problèmes. Nous nous appuyons de plus en plus sur l'aide du Conseil de l'Europe et travaillons en contact étroit avec lui. Le Conseil nous a déjà aidés à résoudre les problèmes les plus importants.

Nous espérons également pouvoir bénéficier du soutien des représentants des pays avec lesquels nous coopérons depuis de nombreuses années et avec lesquels nous partageons joies et peines. Nous sommes tous confrontés, aujourd'hui, aux mêmes problèmes.

Nous espérons enfin que ce séminaire, en nous donnant la possibilité d'échanger nos expériences (expériences acquises non sans difficultés dans la situation nouvelle qui est la nôtre), sera profitable à tous.

III. TABLES RONDES

1. La formation des enseignants d'histoire et le perfectionnement de leurs aptitudes professionnelles

Président: M. Demir Dragnev (Moldova)

Les intervenants et les participants aux discussions ont insisté plus particulièrement sur la nécessité d'une élévation continue du niveau professionnel des enseignants, sur les modes de sélection des enseignants et sur l'application des normes européennes, ainsi que l'utilisation de l'expérience européenne, dans la formation des enseignants d'histoire et dans le perfectionnement de leurs aptitudes professionnelles. Les informations apportées par M. Ian McKellar (Ecosse) ont été très utiles de ce point de vue. L'expérience de l'Ecosse pourrait servir de modèle aux futurs programmes de formation des enseignants de la région du Caucase, de Moldova et de la Fédération de Russie.

Principales conclusions et propositions

Il existe aujourd'hui, dans tous les pays de la région, un système bien développé de formation initiale et continue des enseignants. Ce système fait l'objet d'améliorations constantes, tant dans sa forme que dans ses contenus. Les difficultés financières et économiques liées à la période de transition actuelle sont le principal obstacle et limitent les progrès en ce sens. La profession d'enseignant a énormément perdu de son prestige du fait du niveau très faible des rémunérations. La pénurie d'enseignants commence par conséquent à se faire sentir, surtout dans les régions rurales. Les enseignants sont surchargés de travail et, dans certains cas, un seul enseignant doit fournir le travail de trois. Les enseignants ont un besoin urgent de manuels et de matériels pédagogiques.

Compte tenu des difficultés économiques liées à la période actuelle de transition, l'amélioration du niveau professionnel des enseignants d'histoire devrait se poursuivre dans deux directions:

- i. par l'emploi de moyens et méthodes temporaires pendant la période de transition;
- ii. par le développement d'un système solide permettant l'intégration de la région dans le système européen de moyens et méthodes de formation continue des enseignants d'histoire.

L'expérience de l'Azerbaïdjan montre que l'organisation d'un cours de formation de courte durée portant sur l'histoire internationale et répondant aux exigences du nouveau programme d'enseignement peut être très utile en tant que mesure temporaire.

L'idée a également été avancée d'utiliser les ressources des budgets nationaux ou locaux, de manière à fournir à chaque bibliothèque scolaire au moins deux séries complètes de manuels, ainsi que d'autres supports pédagogiques, qui seraient fournis par le ministère de l'Education et les centres pédagogiques.

La question de la formation des enseignants d'histoire et du perfectionnement de leurs aptitudes professionnelles a été envisagée selon les points de vue suivants:

- formation des futurs enseignants;
- amélioration des aptitudes professionnelles des nouveaux enseignants;
- développement des aptitudes professionnelles des enseignants expérimentés.

Les participants à la table ronde ont aussi abordé la question de l'évaluation et de la promotion des enseignants.

Les propositions suivantes ont été avancées au sujet de la formation initiale des enseignants:

- i. demander au Conseil de l'Europe d'envoyer des matériels pour la formation continue des enseignants aux principaux centres de formation des enseignants des différents pays;
- ii. étudier la possibilité de suivre l'exemple de l'Ecosse et d'introduire un examen spécial de qualification des enseignants en sus des examens exigés pour l'obtention du diplôme de maîtrise de l'enseignement supérieur. (Les diplômés de l'enseignement supérieur devraient travailler deux ou trois ans comme adjoints d'enseignement avant de pouvoir passer cet examen.)

En ce qui concerne la formation continue, il est important d'utiliser, pendant la période de transition, le potentiel des établissements spécialisés dans le perfectionnement des enseignants. A l'avenir, l'accent sera mis sur l'autoformation des enseignants et sur la décentralisation du processus éducatif. Le perfectionnement de leurs aptitudes devra être officiellement reconnu et faire l'objet d'une évaluation continue. Nous avons déjà commencé à travailler dans cette direction dans notre région; mais, pour parvenir à de meilleurs résultats, une unification des critères correspondant à chaque niveau est nécessaire. Il importe particulièrement de donner régulièrement quitus aux enseignants qui ont atteint le niveau professionnel requis. Les participants ont considéré qu'il serait utile de consacrer un atelier aux méthodes d'évaluation des enseignants ainsi qu'aux méthodes utilisées par les experts pour évaluer les manuels et les ouvrages spécialisés à l'intention des enseignants.

Les participants au séminaire:

- i. se sont prononcés en faveur de la publication d'un magazine européen sur les méthodes d'enseignement de l'histoire, qui pourrait inclure des recommandations sur les méthodes d'enseignement, la présentation sous forme de "portraits" du travail pratique des meilleurs enseignants d'histoire, ainsi que la présentation des technologies modernes pouvant être utilisées dans ce domaine d'éducation;
- ii. ont accueilli favorablement l'idée d'organiser des séminaires rassemblant les meilleurs enseignants d'histoire en Europe, pour leur permettre d'échanger leurs expériences et de débattre des aspects expérimentaux et nouveaux de leur travail;
- iii. jugent souhaitable la publication par le Conseil de l'Europe sur le réseau Internet, à l'intention des enseignants d'histoire, des techniques utilisés par les meilleurs enseignants;
- iv. pensent qu'il serait nécessaire de faire connaître dans les pays de l'Europe de l'Est et de la CEI les meilleurs logiciels éducatifs, ainsi que les autres innovations concernant l'enseignement de l'histoire.

2. L'élaboration du nouveau programme et des nouvelles normes d'enseignement de l'histoire dans la Fédération de Russie
Président: M^{me} Ludmila Alexachkina

L'enseignement secondaire, de même que la société dans son ensemble, est aujourd'hui confronté en Russie à de grands changements. L'évolution générale des écoles russes présente une multiplicité d'aspects. L'organisation linéaire des programmes d'enseignement est peu à peu remplacée par une organisation de type concentrique et une différenciation accrue dans les dernières classes (la 10^e et la 11^e, les élèves sont âgés de 16-17 ans). Les programmes prennent en compte les aspects fédéraux et régionaux, ainsi que les aspects propres à chaque établissement. Plus le système scolaire se diversifie, plus devient pressante la question de savoir ce qu'il faut inclure dans la partie obligatoire de l'enseignement. Quels sont les éléments indispensables du point de vue du développement de la personnalité des élèves et des besoins de la société, de l'Etat et de l'école?

Pour les enseignants russes, les normes éducatives sont le "système des principaux paramètres qui devraient être considérés comme norme générale des connaissances reflétant les idéaux de la société, tout en tenant compte de la capacité de chaque individu et du système éducatif en général à réaliser ces idéaux". L'introduction de normes éducatives ne veut pas dire que le processus éducatif fera l'objet d'une évaluation stricte. Au contraire, en définissant le niveau minimal des connaissances requises, ces normes ouvrent de nouvelles possibilités pour l'élaboration de programmes, d'outils pédagogiques et de manuels conformes aux exigences générales et aux besoins spécifiques des divers établissements d'enseignement, ainsi qu'aux besoins individuels et sociaux des élèves.

La fonction des normes éducatives peut être décrite de la manière suivante: les normes réglementent le processus éducatif (planification, orientation et contrôle du processus éducatif), favorisent une optimisation de l'enseignement (en définissant le niveau minimal de connaissances et les moyens de formation requis et en offrant des possibilités nouvelles d'approche des matières scolaires et d'amélioration de la qualité des connaissances), et confèrent à l'enseignement un caractère démocratique et humain (en permettant la prise en compte des capacités et des besoins des élèves).

Conformément à l'approche adoptée aujourd'hui dans de nombreux pays, les normes éducatives s'appuient sur deux éléments essentiels de l'enseignement scolaire: les connaissances et les aptitudes. Pour définir ces deux éléments, les enseignants d'histoire russes partent de principes généraux (choisir pour les cours d'histoire les grandes questions, celles qui sont essentielles à l'individu et à la société). L'approche suivie en Russie a cependant ses particularités. Il est toujours difficile de définir un noyau essentiel et invariable de la connaissance historique, car toute approche particulière se heurte à un certain nombre de difficultés majeures, et un même événement peut faire l'objet d'un grand nombre de versions et d'évaluations différentes. Cette tâche est pour nous doublement difficile, car les méthodes de l'historiographie ont changé depuis l'époque soviétique. Dans la définition des

nouvelles normes, non seulement nos experts rencontrent des difficultés dans le choix des faits, mais ils doivent aussi développer un système de connaissance, une approche dialectique des différents niveaux de l'histoire: histoire de l'humanité, histoire internationale, histoire des Etats et des peuples, histoire régionale et histoire locale. Une attention plus grande est maintenant accordée à certains domaines de l'histoire: nos élèves étudient aujourd'hui non seulement le développement socio-économique des Etats mais aussi l'histoire de la culture matérielle et spirituelle, des modes de vie et des mentalités des populations de divers pays et de diverses époques. Les normes éducatives devraient inclure à la fois des éléments généraux (fédéraux) et régionaux de la connaissance historique.

Les experts russes ont également proposé des approches spécifiques de la définition des aptitudes des élèves dans l'étude de l'histoire. L'histoire est souvent considérée comme une matière descriptive dans laquelle l'essentiel est la connaissance des faits, contrairement aux mathématiques ou aux langues vivantes dans lesquelles les aptitudes pratiques jouent un rôle très important. Un grand nombre d'enseignants d'histoire russes, cependant, se sont efforcés de dépasser cette conception étriquée de l'histoire. En 1970, la classification suivante des connaissances en histoire au sein du programme scolaire a été avancée:

- i. connaissance des faits (dates, noms, etc.);
- ii. connaissance des idées générales, notions et théories;
- iii. connaissance des principales activités indispensables à tout travail créatif;
- iv. connaissance basée sur l'analyse (travail personnel d'analyse).

Les programmes russes d'histoire des années 70-80 contenaient une liste des aptitudes devant être développées par les élèves aux différents niveaux d'enseignement, y compris la capacité à travailler à partir de documents. Cette approche a été reprise et approfondie dans le projet de normes pour l'enseignement de l'histoire qui a été élaboré récemment en Russie. Conformément aux exigences concernant le niveau de connaissances, les aptitudes suivantes sont requises des élèves:

- i. savoir travailler à partir de données chronologiques;
- ii. savoir travailler à partir de cartes historiques;
- iii. savoir travailler à partir de sources historiques (matériels, documents, etc.);
- iv. savoir rédiger une narration historique;

- v. savoir préparer une analyse historique;
- vi. savoir manier des notions historiques et formuler des conclusions générales;
- vii. savoir analyser des versions de l'histoire et des attitudes ou des jugements différents à l'égard de l'histoire.

Pour chacune de ces aptitudes, des activités et méthodes spéciales (allant du simple au complexe) sont recommandées. L'acquisition de ces aptitudes par les élèves doit se faire de manière progressive. La classification générale ci-dessus a servi à définir le niveau requis de chacun des groupes d'âge. Le développement d'un mécanisme de mise en œuvre des normes et la transmission d'informations en retour sont aussi très importants.

3. Les progrès des nouvelles normes et des nouveaux programmes d'enseignement de l'histoire. L'élaboration et l'introduction de nouvelles normes

Président: Tamaz Tatichvili (Géorgie)

M^{me} Elene Medzmariachvili, professeur à l'université d'Etat de Tbilisi, a fait un exposé sur "La préparation de nouveaux programmes et de nouvelles normes pour l'enseignement de l'histoire en Géorgie". Elle a indiqué que de grands progrès avaient été accomplis en Géorgie dans ce domaine. Des normes nationales pour l'enseignement de l'histoire internationale et de l'histoire géorgienne ont été introduites. Dans la préparation de ces normes, les auteurs ont pris en compte les recommandations des experts du Conseil de l'Europe et mis particulièrement l'accent sur le développement des aptitudes des élèves. Le programme scolaire pour l'enseignement de l'histoire a été défini.

La Géorgie est entrée dans la deuxième phase d'élaboration du nouveau programme qui sera à la base des nouveaux manuels d'histoire internationale et d'histoire de Géorgie. Dans ce travail, les auteurs se sont heurtés à de graves difficultés:

- i. les manuels devaient être complètement expurgés de tout vestige d'idéologie marxiste-léniniste;
- ii. les auteurs ont dû réécrire la partie factuelle et la partie conceptuelle des manuels d'histoire, en particulier dans les chapitres concernant l'histoire moderne et contemporaine.

Malgré ces difficultés, le travail a été couronné de succès.

Au cours de cette séance, M^{me} L. Alexachkina (Fédération de Russie) a également fait un exposé intitulé "L'enseignement de l'histoire dans les écoles russes: la question des normes".

Après avoir décrit les principales tendances du développement de l'enseignement scolaire dans la Fédération de Russie, elle a indiqué que, pour les enseignants russes, les normes éducatives sont le "système des principaux paramètres qui devraient être considérés comme norme générale des connaissances reflétant les idéaux de la société, tout en tenant compte de la capacité de chaque individu et du système éducatif en général à réaliser ces idéaux".

L'introduction de normes éducatives ne veut pas dire que le processus éducatif fera l'objet d'une évaluation stricte. Au contraire, cela favorisera le développement d'approches créatives de l'enseignement de l'histoire dans le secondaire. Les normes permettront une optimisation du niveau d'enseignement et d'apprentissage et rendront le processus éducatif plus humain et démocratique.

M^{me} Joke van Der Leeuw-Roord, Présidente d'Euroclio, a fait un exposé sur "La préparation des nouveaux programmes et des nouvelles normes éducatives en histoire aux Pays-Bas". Elle a décrit le système d'enseignement néerlandais, et expliqué les objectifs du nouveau programme en indiquant que celui-ci accorde une place importante aux connaissances portant sur la société. Les enseignants d'histoire devraient insister sur les principales notions historiques, les relations de cause à effet, les notions d'espace et de temps, etc.

L'enseignement de l'histoire possède une double dimension:

- i. une dimension politique, socio-économique et culturelle;
- ii. une dimension liée à l'histoire des individus, des communautés, des groupes ethniques, des peuples et des nations.

Les cours d'histoire devraient transmettre des connaissances aux élèves et leur apprendre à se forger une opinion indépendante. Les élèves devraient acquérir un sentiment de responsabilité civique. Les nouveaux programmes d'histoire insistent beaucoup sur l'histoire internationale en s'appuyant sur le principe suivant: de l'histoire locale à l'histoire mondiale. Les programmes ont pour but de développer les capacités d'analyse des élèves, ainsi que leur capacité à tirer des conclusions.

Au cours de la discussion, les idées suivantes ont été exprimées:

- i. il faut privilégier la discussion en groupe et la coordination du travail des élèves;
- ii. l'histoire est étroitement liée à la géographie économique et sociale, et il serait souhaitable que ces deux disciplines fusionnent. Le contenu des programmes devrait refléter cette approche;
- iii. il faut réduire la liste des faits à étudier et inclure dans le programme certaines questions controversées, développer les aptitudes et favoriser l'esprit critique des élèves;
- iv. les normes devraient avoir un caractère pluraliste et prendre en compte des éléments d'histoire sociale, économique, politique et culturelle;
- v. les normes devraient accorder une place aux questions tant paneuropéennes que locales, au rôle des facteurs religieux et nationaux et aux relations avec les Etats et peuples voisins;
- vi. les normes doivent être utiles aux enseignants et définir les objectifs ultimes du processus d'enseignement;

- vii. les normes doivent devenir l'un des principaux critères d'évaluation des manuels scolaires;
- viii. certains participants ont fait valoir que les objectifs de l'enseignement de l'histoire peuvent différer d'un pays à l'autre, car chaque pays est confronté à des problèmes différents. Si les normes d'enseignement de l'histoire internationale peuvent être les mêmes pour tous les pays, les normes concernant l'histoire nationale devraient, quant à elles, tenir compte des caractéristiques spécifiques du développement historique des Etats. Il ne peut, par conséquent, être question, dans ce dernier cas, de normes générales;
- ix. les participants se sont également prononcés en faveur de la création d'une commission de chercheurs compétents, qui travaillerait à l'élaboration d'un projet de normes générales d'enseignement de l'histoire internationale (européenne), conformes aux exigences contenues dans la Recommandation 1283/1996 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Ces normes ne constitueraient pas un cadre obligatoire, mais auraient uniquement valeur de recommandations;
- x. les enseignants, et plus particulièrement les enseignants des pays post-soviétiques, doivent se débarrasser de toute conception impériale et marxiste-léniniste implicite;
- xi. il serait intéressant d'offrir aux participants au séminaire la possibilité de préparer un cours sur l'histoire du Caucase, qui pourrait ensuite être inclus dans le programme d'histoire des écoles et dans les manuels d'histoire internationale.

Nous devons éduquer les générations du XXI^e siècle en les prémunissant contre le racisme et l'idéologie. La recherche de la vérité et les idéaux communs à toute l'humanité devraient être leurs principes essentiels.

4. La rédaction et l'édition de manuels d'histoire en Azerbaïdjan
(M. Asker Guliyev, responsable de l'Education, Palais du gouvernement
M. Ayadin Aslanov, Institut de formation continue des enseignants)

La République d'Azerbaïdjan considère l'éducation comme un domaine d'importance stratégique et une priorité essentielle de l'Etat. L'éducation est à la base du développement futur de l'Etat et de la société.

La République d'Azerbaïdjan, qui a accédé à l'indépendance, il y a seulement six ans, est aujourd'hui confrontée à la nécessité d'une réforme du système d'enseignement secondaire. Le système d'enseignement est régi par la Constitution de l'Azerbaïdjan, la législation sur l'éducation et les textes juridiques internationaux pertinents. Le système d'enseignement de l'Azerbaïdjan, qui a été conçu sur la base de valeurs nationales spécifiques et des valeurs humaines universelles, est un système démocratique.

Dans sa politique d'éducation, la République d'Azerbaïdjan s'efforce de développer un système d'enseignement continu dans le cadre des normes définies par l'Etat. Tous les élèves bénéficient de l'égalité des chances dans l'utilisation de leurs connaissances, de leurs aptitudes et de leurs capacités. Le système d'enseignement est démocratique et est cautionné par l'Etat. Le système d'enseignement de la République d'Azerbaïdjan reflète certaines valeurs nationales et régionales spécifiques. Il s'agit d'un système laïc reposant sur une base théorique solide. Les institutions éducatives sont en relation étroite avec les organismes de recherche-développement, ainsi qu'avec les établissements et les organismes d'enseignement de pays étrangers. Les établissements d'enseignement sont indépendants des partis politiques, des associations publiques et des regroupements confessionnels. Le nouveau système garantit la liberté et le pluralisme de l'éducation. Le niveau éducatif des élèves est conforme aux normes internationales.

En 1995, la République d'Azerbaïdjan a publié un programme général complet couvrant 11 années de scolarité et comprenant des manuels d'histoire internationale et d'histoire de l'Azerbaïdjan pour les classes de la 5^e à la 11^e année. Ce programme a marqué la fin de la dépendance de l'enseignement de l'histoire vis-à-vis de l'idéologie. Les faits historiques y ont été sélectionnés de manière à offrir un reflet objectif des processus historiques. Leur présentation est conforme à la recherche historique actuelle et à l'expérience d'autres pays en ce domaine.

L'une des priorités essentielles du programme d'histoire pour ces 11 années de scolarité était d'offrir une meilleure connaissance de l'histoire de l'Azerbaïdjan: 40 % de l'enseignement d'histoire dans toutes les classes y sont consacrés. Le nouveau programme inclut aussi l'enseignement de l'histoire internationale, qui occupe une place conséquente: 60 % du cursus d'histoire.

Le contenu du programme s'appuie sur le principe historique du développement: formation des sociétés de classe de l'Antiquité, des Etats et des

civilisations de l'Orient, puis de l'Occident. C'est pourquoi l'histoire internationale est étudiée région par région: l'Azerbaïdjan, le Caucase, l'Asie centrale et le Kazakhstan, le bassin de la Volga et la Sibérie, l'Orient et l'Occident. Pour certaines périodes de l'histoire internationale, pendant lesquelles les sociétés orientales accusaient un certain retard vis-à-vis de l'Occident, le programme s'écarte du principe ci-dessus et accorde une plus grande attention à l'histoire de l'Occident.

La véritable innovation du nouveau programme est l'approche synchronique de l'histoire. Cette approche permet aux élèves d'acquérir une connaissance plus approfondie de l'histoire et de mieux comprendre le rôle joué par leur pays à différentes époques historiques.

Il y a une dizaine d'années, seules quelques heures de cours étaient consacrées à l'histoire de l'Azerbaïdjan dans les écoles azéries. Les deux manuels d'histoire du secondaire conformes au précédent programme ne comportaient, respectivement, que 37 et 43 alinéas à ce sujet. Les élèves ne commençaient à étudier l'histoire de l'Azerbaïdjan qu'en 7^e année. Nous manquions alors non seulement de manuels reflétant effectivement notre histoire et le passé de notre peuple, mais aussi d'ouvrages spécialisés sur les méthodes d'enseignement de l'histoire, de recueils de textes historiques, de cartes et d'autres outils pédagogiques.

La situation est aujourd'hui entièrement différente. Le nombre d'heures de cours consacrées à l'histoire de l'Azerbaïdjan a augmenté et est passé à 306 heures (cela ne s'est pas fait au détriment de l'histoire internationale, pour laquelle 425 heures sont prévues). Pour la première fois, les élèves du secondaire commenceront à étudier l'histoire de l'Azerbaïdjan non pas en 7^e année mais dès la 5^e année. Le manuel d'histoire de l'Azerbaïdjan pour la classe de 5^e année est prêt et sera publié au début de la prochaine année scolaire. Les manuels correspondant à un cours entièrement nouveau, "L'individu et la société" (pour les classes de la 9^e à la 11^e année), ont aussi été publiés. L'école accorde une attention particulière à l'étude de la Constitution de l'Azerbaïdjan, ainsi qu'à d'autres textes juridiques internationaux et aux constitutions d'autres pays. Un nouveau manuel sur la Constitution de la République d'Azerbaïdjan a été rédigé.

Les manuels d'histoire portant sur l'histoire azérie ont eux aussi évolué. Ils se caractérisent maintenant par une approche plus académique et par le respect pour les valeurs humaines universelles et le sentiment de dignité nationale.

Conformément à la législation sur l'éducation de la République d'Azerbaïdjan, il existe aujourd'hui des établissements scolaires utilisant comme langue d'enseignement la langue d'autres groupes ethniques vivant dans le pays, et aussi certaines langues d'Europe de l'Ouest. Dans ces établissements, comme le prévoit la législation, la langue azérie, ainsi que l'histoire, la littérature et la géographie de l'Azerbaïdjan, constituent des matières obligatoires. Dans ce contexte, nous devons traduire en russe l'ensemble des manuels consacrés à l'histoire de l'Azerbaïdjan. Les manuels correspondant aux classes de 6^e, 7^e, 8^e et 11^e année ont

déjà été traduits, et les manuels pour les élèves de 9^e et 10^e année sont en cours de traduction.

Nos organismes pédagogiques sont chargés de rédiger de nouveaux manuels d'histoire internationale pour les classes allant de la 6^e à la 11^e année, et cela soulève certaines difficultés. Nos écoles ont longtemps utilisé les manuels d'histoire internationale hérités du système éducatif soviétique. Dans ces manuels, comme vous le savez, la vérité historique est sacrifiée à l'idéologie. Un grand nombre de faits y sont déformés et l'histoire de certains peuples et groupes ethniques y est privilégiée, au détriment de celle d'autres peuples présentés comme des nomades et des tribus barbares, dont la contribution à l'histoire mondiale se résumerait à des guerres et à des massacres. Dans ces manuels, les noms d'Avicenne, de Khorezmi, de Birouni, de Toussi, de Nizami, de Fizuli ou de Roustavelli ne sont même pas mentionnés, alors qu'ils appartiennent à l'histoire de la civilisation mondiale. Les manuels soviétiques accordaient une place très importante aux figures politiques de l'histoire des pays occidentaux (dans certains cas même à des figures mineures), mais ne consacraient pas une seule ligne aux figures politiques d'Orient. Les noms de Gengis-Khan, Mohammed II, Soliman le Magnifique, Ismaïl I^{er}, Nâdir Shâh et d'autres hommes d'Etat orientaux n'y apparaissaient même pas. La figure du grand Tamerlan, dont le 660^e anniversaire a été célébré dans le monde entier l'année dernière, était complètement passée sous silence.

Le temps est pour nous venu, aujourd'hui, de disposer de nos propres manuels d'histoire internationale (pour les classes allant de la 6^e à la 11^e année) et de manuels qui soient conformes aux normes modernes. Plusieurs groupes d'auteurs ont été constitués par le ministère de l'Education d'Azerbaïdjan pour la rédaction de ces manuels (allant de l'Antiquité à l'histoire contemporaine). Ces groupes rassemblent des historiens réputés, des experts et les meilleurs spécialistes actuels des méthodes d'enseignement.

Malheureusement, compte tenu de nos ressources financières limitées, il ne nous est pas possible de mener à bien rapidement l'ensemble de ces projets et de résoudre les problèmes auxquels est aujourd'hui confronté notre système éducatif. Du fait de la guerre et de l'occupation de 20 % de notre territoire, plus d'un million de personnes se trouvent actuellement en situation de réfugiés dans leur propre pays. Des centaines de milliers d'enfants ont besoin de livres de lecture et de manuels gratuits. Nous avons un besoin urgent de l'aide de nos collègues du Conseil de l'Europe. Les progrès que notre République pourra accomplir dans la rédaction et la publication de nouveaux manuels dépendront, dans une large mesure, de notre coopération.

5. La rédaction et l'édition de nouveaux manuels d'histoire en Arménie
M. Arakel Gulbudaghyan, expert, ministère de l'Education et des Sciences de la République d'Arménie
M. Ashot Ghukasyan, expert chargé des manuels et programmes d'histoire de l'enseignement secondaire

Dès les premiers jours de son indépendance, l'Arménie a introduit des modifications importantes dans le programme d'histoire de l'enseignement secondaire, de même que dans d'autres parties de son système éducatif. Tout d'abord, une nouvelle conception de l'enseignement de l'histoire à l'école a été définie, ce qui nous a contraints à un réexamen des buts et des objectifs du processus éducatif, des formes et méthodes de l'enseignement, ainsi que de l'organisation et du contenu des cours. De nouveaux manuels ont été rédigés.

Pour acquérir une meilleure compréhension de la réforme de l'enseignement de l'histoire, nous devons examiner séparément ces différents problèmes.

1. Buts de l'enseignement de l'histoire à l'école

Pendant la période soviétique, l'enseignement de l'histoire avait pour but de répandre l'idéologie marxiste-léniniste parmi les élèves. Aujourd'hui, l'objectif principal de l'enseignement de l'histoire est d'encourager chez les citoyens le développement d'une conscience historique nationale incluant:

- i. un système de connaissances et d'aptitudes;
- ii. un système de valeurs morales.

On met l'accent sur un système de valeurs reposant sur ces composantes de la conscience historique nationale. Les élèves doivent être sensibilisés à l'histoire de leur pays et à l'histoire et à la culture de tous les peuples.

2. Actualisation du contenu de l'enseignement de l'histoire

Des modifications qualitatives ont aussi été introduites dans le contenu de l'enseignement de l'histoire:

- i. le programme a été expurgé des thèmes compliqués, ou traités d'un point de vue trop idéologique, et des conclusions abstraites. Les connaissances historiques sont présentées de manière plus claire, plus concrète et plus honnête;
- ii. la théorie des formations historiques a été abandonnée. La division de l'histoire en périodes repose maintenant sur la notion de "civilisation";

- iii. le rôle des événements politiques et militaires n'est plus surestimé; les guerres sont considérées comme un mal absolu et une tragédie pour les individus;
- iv. l'élément humaniste de l'histoire a été réintégré dans l'enseignement. Les relations socio-économiques et les contradictions de classe passent au second plan, et une plus grande attention est accordée à l'étude des individus qui sont considérés comme les acteurs essentiels de l'histoire;
- v. les aspects éducatifs ont été renforcés. L'histoire devrait encourager le respect de l'Etat, de l'environnement et des autres peuples; et ces notions devraient servir de lien entre les différentes parties du programme d'histoire;
- vi. la représentation artistique des événements historiques et la compréhension esthétique des faits historiques jouent un rôle utile dans l'interprétation de l'histoire;
- vii. les auteurs du programme ont éliminé les partis pris et l'approche technocratique de l'histoire; le développement historique est considéré comme un processus global pour les individus et leur activité créatrice.

3. Nouvelle organisation du programme

Le système d'enseignement précédent reposait sur un modèle linéaire, c'est-à-dire qu'à partir de la 5^e année et jusqu'à la fin de leur scolarité, les élèves étudiaient l'histoire de manière strictement chronologique. Ce modèle linéaire a aujourd'hui cédé la place à un modèle concentrique (principe de répétition).

Dans le secondaire, de la 5^e à la 8^e année, les élèves suivent un premier programme complet d'histoire, allant de l'Antiquité à l'époque contemporaine. A ce stade, on leur dispense des connaissances à la fois spécifiques et systématiques et ils se forment une certaine représentation de l'histoire. Dans les classes suivantes, entre la 9^e et la 11^e année, ils suivent de nouveau un programme historique complet qui leur permet d'approfondir leurs connaissances, de classer et de systématiser l'information, et enfin d'acquérir un point de vue philosophique sur l'histoire.

Le programme de la 4^e année est maintenant à l'étude: les élèves de ce groupe d'âge devraient étudier l'histoire sous la forme de récits attrayants et intéressants. Nous envisageons de développer un programme d'enseignement de l'histoire d'Arménie qui prendrait en compte les caractéristiques cognitives, affectives et psychologiques de chaque groupe d'âge.

4. Formes et méthodes de l'enseignement

Les formes et méthodes de l'enseignement ont elles aussi été modifiées. Les exercices pratiques et la discussion occupent maintenant une place importante dans le programme. L'écoute et la répétition passives sont progressivement remplacées par des méthodes mettant l'accent sur l'étude indépendante. Celle-ci a pour effet de stimuler l'intérêt des élèves et de développer leur esprit critique.

Les méthodes d'enseignement de l'histoire reposent, dans une large mesure, sur les relations entre enseignant et élèves. Auparavant, l'enseignant était la source principale de connaissance et le sujet unique du processus pédagogique. L'élève était considéré comme l'objet passif de l'enseignement.

La réforme de l'enseignement vise à faire de l'élève un sujet actif du processus pédagogique dans le cadre de la relation enseignant-élève.

Des modifications très importantes ont été introduites dans les manuels d'histoire, et de nouveaux manuels ont été publiés. Les nouveaux manuels, cependant, ne tiennent pas pleinement compte des changements qualitatifs intervenus dans notre système éducatif. Les manuels d'histoire de l'Arménie (5^e, 6^e, 7^e et 8^e année) et d'histoire internationale (9^e année) seront remplacés dans un avenir proche. Ces nouveaux manuels sont en cours de rédaction.

IV. CONCLUSIONS DU RAPPORTEUR GÉNÉRAL

Je souhaiterais, en guise de préface à mon résumé du séminaire et avant de procéder à la présentation de mes recommandations, rendre hommage à l'ensemble des participants pour l'esprit de coopération dans lequel s'est déroulé le séminaire. Cet esprit est dû, pour une large part, à la réflexion, à l'engagement, à la ténacité, à l'enthousiasme, voire à la passion dont ont fait preuve les participants. Tous ici ont eu à cœur de promouvoir la réforme de l'enseignement de l'histoire dans leurs pays respectifs. Il est, en outre, apparu rapidement que nous étions tous impliqués dans ce processus, y compris ceux d'entre nous qui sont originaires d'Europe de l'Ouest. Nous avons manifestement beaucoup à apprendre les uns des autres dans le domaine de l'enseignement de l'histoire et du développement de la compréhension et de la tolérance mutuelles.

Je dois aussi indiquer que ma tâche, en tant que rapporteur général, a été facilitée par la très grande qualité et l'exhaustivité des rapports rédigés par les rapporteurs des tables rondes.

Chacun de ces rapports présente de manière très succincte le fil directeur des discussions; et je ne voudrais pas, par conséquent, me contenter de reprendre des points déjà traités, mais je souhaiterais, si vous en êtes d'accord, mettre l'accent ou insister sur certaines observations qui me semblent particulièrement importantes.

La question des normes pour l'histoire, et de leur développement dans un sens permettant d'améliorer et de mettre en valeur l'enseignement de l'histoire dans chacun des pays participants, a été, sans aucun doute, l'élément dominant du séminaire. Il est agréable de constater que des progrès considérables ont été accomplis, et continuent de l'être, en vue de leur définition. Espérons que le processus de développement et de révision se poursuivra et qu'une définition claire de ces normes pourra ainsi servir de base à l'élaboration des programmes d'enseignement de l'histoire dans le secondaire.

Ce que nous en avons vu jusqu'ici m'incite à dire que ces normes sont probablement trop centrées sur les connaissances et risquent, une fois appliquées dans les écoles, de contraindre les enseignants à privilégier une approche didactique ou narrative traditionnelle, au lieu de les encourager à adopter une approche novatrice de l'apprentissage, centrée sur l'enfant, et les méthodes favorisant le développement de l'esprit critique et des aptitudes des élèves. Autrement dit, les normes devraient à mon avis encourager l'adoption d'approches pédagogiques mieux adaptées aux enfants du nouveau millénaire: le développement de la réflexion critique et des aptitudes des élèves devrait être intégré de manière claire dans les textes sur les normes, et en tout cas de manière plus explicite qu'actuellement.

En ce qui concerne le contenu des connaissances, des appréhensions se sont exprimées au cours de la discussion précédente sur ses résonances nationales et une certaine prédilection à séparer l'histoire "nationale" de l'histoire internationale. Bien

que je comprenne les raisons pour lesquelles ce partage a été instauré, il serait souhaitable de mettre l'accent sur les moyens d'intégrer les développements historiques nationaux dans un contexte plus large, de manière à éviter tout parti pris national ou nationaliste. Il faudrait, en d'autres termes, parvenir à une formulation plus claire d'une approche plus équilibrée et des raisons qui militent en sa faveur. Celle-ci pourrait inclure l'introduction de thèmes nouveaux ou optionnels, visant à encourager l'étude de l'histoire locale, régionale, européenne ou mondiale, parallèlement à celle de l'histoire nationale. Une définition plus souple des connaissances pourrait aussi favoriser la pluralité des éclairages, le multiculturalisme et un mode de pensée pluraliste à l'intérieur du programme d'histoire.

Il convient cependant de saluer les progrès déjà accomplis par les responsables de l'élaboration des normes.

Les mêmes remarques peuvent s'appliquer aux nouveaux manuels qui ont été publiés ou sont sur le point de paraître. Les manuels reflètent encore, eux aussi, la place prépondérante accordée, dans les normes, aux connaissances, au lieu d'offrir des possibilités de questionnement, d'interprétation, d'évaluation des données et de promotion des techniques actives d'apprentissage. Ils montrent en général une grande précision dans le détail et sont libérés du dogme marxiste-léniniste, obstacle à l'objectivité, dont étaient encore entachés les précédents manuels. La présentation de la plupart de ces manuels conserve un aspect "traditionnel"; et bien que certains d'entre eux comportent des illustrations, ils devraient être complétés par des matériels d'enseignement et d'apprentissage entièrement indépendants ou explicitement reliés aux manuels. Ces matériels pourraient inclure des sources documentaires, des cartes, des tableaux, des schémas et des activités à l'intention des élèves.

Le fait que, dans la plupart des cas, les manuels et supports d'enseignement restent soumis à l'approbation de fonctionnaires ou de commissions créées par des fonctionnaires de l'Etat soulève certaines inquiétudes quant à la liberté de choix des enseignants. D'autre part, il n'existe pas encore de véritable marché des livres scolaires. Ces deux facteurs limitent la liberté de choix des enseignants et pourraient constituer des obstacles au développement d'une pluralité de points de vue et d'un mode de pensée démocratique.

Le séminaire a également révélé des intentions intéressantes en ce qui concerne le développement de systèmes de formation des enseignants au sein des différents Etats. Il s'agit là d'un aspect essentiel de l'enseignement de l'histoire et qui doit être abordé à la fois sur le court et le long terme. Des initiatives ont cependant déjà été prises, bien que de manière limitée en raison des facteurs économiques, pour améliorer et développer les compétences fondamentales des enseignants, et surtout leur compréhension des buts et des objectifs de l'enseignement de l'histoire ainsi que leurs connaissances et leur capacité à la réflexion historique à partir d'une grande diversité de sources. Les progrès en ce sens semblent malheureusement être retardés par la situation économique et les contraintes financières actuelles. Dans un pays au moins (l'Azerbaïdjan), certaines initiatives ont été prises en vue de l'évaluation des

enseignants; mais ce type de développement exige la mise au point de critères clairs et bien définis de promotion des enseignants sur la base de leur pratique effective, et pas uniquement à partir d'une évaluation de leurs connaissances par rapport aux normes. Des éléments tels que la personnalité, l'enthousiasme, la conscience professionnelle, les techniques interactives, les attitudes envers les élèves et les collègues, le perfectionnement: tout cela se heurte à de graves contraintes financières. Cependant, le fait que les responsables de la formation des enseignants continuent à travailler à ces questions est à porter au crédit de leur ténacité et de leur engagement en faveur de l'amélioration de la formation des professeurs d'histoire. On doit aussi s'attacher en permanence à recruter un personnel qualifié et dûment formé, tout en se préoccupant des questions concernant le statut social et la rémunération de ceux et de celles qui sont déjà dans la profession ou s'appêtent à y entrer.

Je souhaiterais maintenant vous présenter mes recommandations:

1. *Normes*

Bien que les normes aient déjà atteint un niveau remarquable, quelques aspects importants demandent à être réexaminés:

- a) les normes devraient être plus "équilibrées" en ce qui concerne les connaissances à acquérir par les élèves: il faudrait essayer de parvenir à un équilibre entre les sujets qui relèvent de l'histoire locale, nationale et régionale, et ceux qui relèvent de l'histoire européenne et internationale, et tendre vers une approche plus intégrée à l'intérieur de quelques-uns au moins des sujets choisis. Les normes devraient aussi intégrer ouvertement, de manière claire et cohérente, la pluralité des points de vue et le multiculturalisme. La perspective "nationale", qui semble dominante dans la phase de développement actuelle, devrait faire l'objet d'un réexamen;
- b) je voudrais, en outre, recommander l'inclusion d'une ou de plusieurs sections consacrées à des questions controversées. Puis-je suggérer que ce travail soit effectué en coopération par un groupe de spécialistes de l'histoire du Caucase;
- c) la question du développement de "valeurs" devrait être incluse dans les normes. Des valeurs telles que la moralité et la justice, l'équité et la tolérance doivent, à mon avis, être prises en compte dans l'élaboration des programmes d'histoire, en particulier lorsque ceux-ci visent des enfants qui grandissent dans un contexte nouveau: ce qui est enseigné dans les programmes d'histoire en classe exerce une influence importante sur le présent et l'avenir;
- d) je souhaiterais également recommander que les enseignants puissent avoir accès aux normes et à toute documentation produite à leur sujet.

Les normes ne devraient pas être simplement imposées aux enseignants; mais elles devraient être mises en œuvre de manière à permettre à ces derniers de se les approprier: l'élaboration des programmes devrait garder un caractère concret, et les normes apparaître comme présentant un intérêt pratique spécifique pour le développement de l'enseignement de l'histoire à l'école, tant du point de vue de la compilation des programmes que de la diffusion de méthodes d'enseignement mettant l'accent sur la compréhension historique, l'esprit critique et la discussion, tous éléments indispensables à la démocratie et au mode de pensée démocratique. Autrement dit, il serait souhaitable que les pouvoirs publics développent une stratégie de mise en œuvre des nouvelles normes impliquant la participation des enseignants.

2. *Manuels*

- a) Bien qu'ayant déjà souligné les efforts accomplis pour résoudre les problèmes soulevés par la rédaction de manuels actualisés et fiables, je me vois dans l'obligation de dire qu'une plus grande attention aux activités, aux méthodes visant à encourager l'apprentissage, ainsi que l'inclusion de sources documentaires et visuelles et une mise en page plus attrayante pourraient favoriser utilement le développement du "dialogue entre manuel et lecteur";
- b) il faut un plus grand nombre de manuels et, si possible, de matériels pédagogiques venant compléter les manuels existants. Une plus grande diversité de choix à partir des manuels disponibles donnerait aux enseignants la possibilité de sélectionner des textes en fonction des besoins de leurs élèves et contribuerait au développement d'approches reposant sur la pluralité des points de vue et le multiculturalisme;
- c) des organismes extérieurs tels que l'Association internationale pour le développement du livre ou la Banque mondiale, par exemple, devraient être sollicités pour participer au financement de la rédaction des manuels et des supports pédagogiques;
- d) les enseignants devraient être encouragés à participer à des actions de coopération et à constituer des associations pour soutenir la rédaction de manuels et le développement de matériels pédagogiques;
- e) une approche plus souple est recommandée en ce qui concerne l'homologation des manuels et, en cas de maintien des systèmes d'homologation existants, les enseignants devraient pouvoir y jouer un rôle. Toutefois, la liberté des auteurs est d'une importance essentielle, et les pratiques de monopolisation par l'Etat de la rédaction des

manuels devraient être abolies. Enfin, une fois les normes en place, la rédaction et la production des livres devraient être envisagées selon les lois du marché.

3. *Formation des enseignants*

- a) Le développement et l'amélioration des dispositions pour la formation initiale et le perfectionnement professionnel ou la formation continue des enseignants devraient constituer une priorité dans tous les Etats;
- b) il convient d'y associer une réflexion sur le statut social et les salaires des enseignants, en vue d'un développement durable du système éducatif;
- c) ces deux questions ne pourront être réglées en un jour et doivent, par conséquent, faire l'objet d'un projet à long terme. Je recommanderais, toutefois, d'accorder un soin particulier au développement de la confiance chez les enseignants, à leur rééducation et à l'évaluation de leurs capacités sur la base de critères simples et adaptés;
- d) d'autres stratégies de rééducation des enseignants devraient être étudiées, en particulier:
 - i. le modèle "en cascade" de formation continue, qui a déjà été abondamment testé dans nombre de pays d'Europe de l'Ouest;
 - ii. le développement d'associations indépendantes d'enseignants d'histoire, au niveau local et national, pour la diffusion, par exemple, de nouvelles idées, de méthodes et matériels d'enseignement novateurs;
 - iii. la mise à contribution des compétences très importantes qui existent chez les enseignants d'histoire d'Europe de l'Ouest, éventuellement au moyen de projets communs organisés sous l'égide d'organismes comme Euroclio et le Conseil de l'Europe lui-même;
 - iv. l'utilisation des nouvelles technologies de l'information, en particulier du courrier électronique et du réseau Internet, pour améliorer la communication entre les écoles et entre les enseignants, et pour diffuser l'information concernant l'enseignement de l'histoire sous tous ses aspects.

ANNEXE I

LIST OF PARTICIPANTS/LISTE DES PARTICIPANTS

CONFERENCIERS INVITES PAR LE CONSEIL DE L'EUROPE

Mr Ian McKELLAR, Senior Lecturer in History, Department of Social Studies, Faculty of Education, University of Strathclyde, 76 Southbrae Drive, GB - GLASGOW G13 1PP, Scotland, United Kingdom

Tel: +44 141 950 33 97

Fax: +44 141 950 33 95

Working language: English

Ms Joke VAN DER LEEUW-ROORD, President of EUROCLIO, Louise Henriëttestraat 16, NL - 2595 TH THE HAGUE, Netherlands

Tel: +31 70 385 36 69

Fax: +31 70 385 36 69

Working language: English

Ms Magda TELUS, Georg-Eckert-Institut für International Schulbuchforschung, Celler Strasse 3, D - 38114 BRAUNSCHWEIG, Germany

Tel: +49 531 5 90 99 52

Fax: +49 531 590 99 99

Working language: English and Russian

GEORGIA/GEORGIE

Ms Neli MDIVNISHVILI, Leading Specialist, Department of Textbooks and Publications, Ministry of Education of Georgia, 52 Uznadze str., G - 380007 TBILISSI, Georgia

Tel: +995 32 956 395

Fax: +995 32 770 073

Mr Tamaz NIKOLAISHVILI, Georgian National Institute of Pedagogical Sciences, 1 Zandkli str., G - 380007 TBILISSI, Georgia

Tel: +995 32 932 898

Mr George MEGALOBILISHVILI, President of the Publishing House "Lampari"

AZERBAIJAN/AZERBAIDJAN

Mr Asker GULIYEV, Head of the Publishing Department, Ministry of Education, Government House, AZ - 3700 BAKU, Azerbaijan

Tel: +99412 93 72 66

Fax: +99412 93 80 97

Working language: English and Russian

Mr Aydin ASLANOV, Methodolog of the In-service Training Institute, AZ - 3700 BAKU, Azerbaijan

Working language: Russian

REPUBLIC OF ARMENIA/REPUBLIQUE D'ARMENIE

Mr Arakel GYULBOUDAGHYAN, Chief Expert, History Teachers' Training Programme Manager, 67 Tigran Mets Str., A - YEREVAN, Armenia

Tel: +3742 572420, 572250

Fax: +3742 390 70 40

Working language: Russian

Mr Ashot GHOUKASYAN, Senior Expert, Responsible for history textbooks and programmes in secondary schools, 67 Tigran Mets Str., A - YEREVAN, Armenia

Tel: +3742 572420, 572250

Fax: +3742 390 70 40

Working language: Russian

Dr Hayrapet MARGARIAN, Senior Lecturer, the History Faculty, Erevan State University, A - YEREVAN, Armenia

RUSSIAN FEDERATION/FEDERATION DE RUSSIE

Dr Vladimir BATSYN, Head of Department for International Co-operation, Ministry of General and Professional Education, Lusinovskaya Street, 51, RF - 113833 MOSCOW, Russian Federation

Tel: +7 095 954 50 85

Fax: +7 095 230 27 96

Working language: English and Russian

Ms Ludmila ALEXASHKINA, Head of the Laboratory of History, Russian Academy of Education, Pogorodinskaia Street, 8, RF - MOSCOW, Russian Federation

Tel: +7 095 554 74 11

Fax: +7 095 246 21 11

Working language: English and Russian

Mr Alexander SHEVYREV, Head of the Laboratory of History Education, Institute for the Development of Education Systems, Ostrovityanova Street, 26\2, fl.18, RF - 117321 MOSCOW, Russian Federation

Tel: +7 095 915 69 75

Fax: +7 095 915 69 75

Working language: English and Russian

TURKEY/TURQUIE

Mr Ismail UILDIZ, Education Adviser, Embassy of Turkey in Georgia, Prospect David Agmasenebeli 61, 38002 TBILISI, Georgia

Tel: +995 32 986 855

Fax: +995 32 986 855

Working language: English

REPUBLIC OF MOLDOVA/REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Mr Vlad CIUBUCCIU, Deputy Minister, Ministry of Education, Youth and Sport of the Republic of Moldova, Plata Marii Adunari Nationale 1, MD - 2033 CHISINAU

Tel: +3732 23 22 84

Working language: Russian

Ms Elena MURARU, Associate Professor, Moldova State University, str. A. Matveevivi, nr 60, MD - 2009 CHISINAU

Tel: +373 2 24 04 33

Working language: Russian

Dr Demir DRAGNEV, Director of the Institute of History, Academy of Science, MD - 2009 CHISINAU, the Republic of Moldova

Working language: English and Russian

COUNCIL OF EUROPE/CONSEIL DE L'EUROPE

Directorate of Education, Culture and Sport/Direction de l'Enseignement, de la Culture et du Sport

Ms Alison CARDWELL, Administrator, Directorate of Education, Culture and Sport, Council of Europe, F - 67075 STRASBOURG CEDEX, France

Tel: +33 3 88 41 26 17

Fax: +33 3 88 41 27 50

Ms Tatiana MILKO, Administrative Assistant, Directorate of Education, Culture and Sport, Council of Europe, F - 67075 STRASBOURG CEDEX, France

Tel: +33 3 88 41 36 97

Fax: +33 3 88 41 27 50

ANNEXE II

PROGRAMME DU SEMINAIRE

Mercredi 24 septembre 1997

Arrivée des participants au Centre international de conférences de Tabakhmela

Dîner au Centre de Tabakhmela

Jeudi 25 septembre 1997

Petit déjeuner au Centre de Tabakhmela

09 h 30-11 h 00 Séance plénière au Palais de la Jeunesse

Ouverture du séminaire par:

- i. M. Zourab Chvania, président du Parlement de Géorgie;
- ii. M. Petre Mamradze, chef de Cabinet du Président, qui a donné lecture d'une lettre du Président Chevardnadze aux participants au séminaire (lettre reproduite dans l'annexe III);
- iii. M. George Charvachidze, premier vice-ministre de l'Education de Géorgie;
- iv. M. Chota Doghonadze, vice-ministre des Affaires étrangères;
- v. M^{me} Alison Cardwell, administrateur, Direction de l'enseignement, de la culture et du sport du Conseil de l'Europe.

11 h 00-11 h 30 Pause

11 h 30-13h 30 **Séance plénière – Table ronde sur "Les progrès réalisés dans la préparation des nouveaux programmes d'histoire. La question des normes, de leur élaboration et de leur mise en oeuvre"**

Rapporteur: M. Nodar Asatiani, professeur à l'université d'Etat Ivane Javakhichvili de Tbilisi, Géorgie

Exposé de M^{me} Elene Medzmariachvili, professeur à l'université d'Etat Ivane Javakhichvili de Tbilisi, sur "La préparation des nouveaux programmes et normes pour l'enseignement de l'histoire en Géorgie"

Exposé de M^{me} Ludmila Alexachkina, responsable du Laboratoire d'histoire, Académie pédagogique russe, sur "La préparation des nouveaux programmes et normes pour l'enseignement de l'histoire dans la Fédération de Russie"

Exposé de M^{me} Joke van der Leeuw-Roord, présidente d'Euroclio, Pays-Bas, sur "La préparation des nouveaux programmes d'histoire aux Pays-Bas"

Discussion avec l'ensemble des participants

13 h 00-15 h 00

Déjeuner

15 h 00-16 h 30

Séance plénière – Table ronde sur "La rédaction et la publication de nouveaux manuels d'histoire"

Rapporteur: M. Alexander Shevyrev, responsable du Laboratoire d'enseignement de l'histoire, Institut pour le développement de systèmes éducatifs

Exposé de M. Arakel Gulbudaghyan, expert renommé, ministère de l'Education et des Sciences, sur "La rédaction et la publication de nouveaux manuels d'histoire en Arménie"

Exposé de M^{me} Magdalena Telus, Institut Georg-Eckert, sur "La rédaction et la publication de nouveaux manuels d'histoire, et qu'est-ce qu'un "bon" manuel selon l'Institut Georg-Eckert?"

Discussion avec l'ensemble des participants

16 h 30-17 h 00

Pause

17 h 00-18 h 00

Poursuite de la séance plénière – table ronde

Discussion avec l'ensemble des participants

19 h 00

Dîner officiel au Centre de Tabakhmela

Vendredi 26 septembre 1997

Petit déjeuner au Centre de Tabakhmela

09 h 30-11 h 00

Séance plénière – Table ronde sur "La formation initiale et continue des professeurs d'histoire"

Rapporteur: M. Demir Dragnev, directeur de l'Institut d'histoire, Académie des sciences

Exposé de MM. Ayadin Aslanov, Institut de formation continue, et Yagoub Mahmoudov, responsable du département d'Histoire, université d'Etat de Bakou, sur "La formation initiale et continue des professeurs d'histoire en Azerbaïdjan"

Exposé de M. Ian McKellar, maître de conférences en histoire, département des Sciences sociales, sur "La formation initiale et continue des professeurs d'histoire en Ecosse", université de Strathclyde

Discussion avec l'ensemble des participants

11 h 00-11 h 30

Pause

11 h 30-13 h 00

Séance plénière – table ronde

Poursuite de la discussion avec l'ensemble des participants

13 h 00-15 h 00

Déjeuner au Centre de Tabakhmela

15 h 00-17 h 00

Séance plénière – Table ronde sur "Les principaux progrès et difficultés dans la réforme de l'enseignement de l'histoire dans le secondaire dans les pays représentés au séminaire"

Discussion avec l'ensemble des participants à partir des rapports nationaux

17 h 00-17 h 30

Pause

Préparation des conclusions et recommandations des rapporteurs des tables rondes. Les rapports des tables rondes devront être soumis au secrétariat le vendredi 26 septembre au plus tard avant 20 heures

19 h 30

Dîner au Centre de Tabakhmela

Préparation des conclusions du séminaire par le rapporteur général à partir des conclusions et des recommandations des rapporteurs des tables rondes

Samedi 27 septembre 1997

10 h 00-11 h 30

Séance plénière

- i. Présentation des conclusions et des recommandations des rapporteurs des tables rondes. Discussion avec l'ensemble des participants;
- ii. présentation, par le rapporteur général, des conclusions et des recommandations générales du séminaire. Commentaires des participants.

11 h 30-12 h 00

Pause

12 h 00-13 h 00

Allocutions de clôture du séminaire par:

- i. M^{me} Alison Cardwell, administrateur, Direction de l'Enseignement, de la Culture et du Sport du Conseil de l'Europe;
- ii. M. George Charvachidze, premier vice-ministre de l'Education de Géorgie.

13 h 00-14 h 30

Déjeuner au Centre de Tabakhmela

14 h 30

Excursion à l'intention des participants au séminaire

19 h 00

Dîner d'adieu

Dimanche 28 septembre 1997

Départ des participants après le petit déjeuner

ANNEXE III

**Lettre de M. Edouard Chevardnadze, Président de la Géorgie,
aux participants du Séminaire régional sur
"La réforme de l'enseignement de l'histoire dans le secondaire"**

Mesdames, Messieurs,

J'ai l'honneur de souhaiter aujourd'hui la bienvenue aux participants au Séminaire régional de Tbilisi, organisé sous l'égide du Conseil de l'Europe.

Ce séminaire est l'aboutissement de l'"Initiative de Tbilisi". Le thème, "L'enseignement de l'histoire", et le lieu de ce séminaire, la Géorgie, ont reçu l'approbation du Conseil de l'Europe. Bien entendu, le choix du lieu de ce séminaire n'a rien à voir avec le fait que le Président géorgien est titulaire d'un diplôme le qualifiant pour enseigner l'histoire. Je n'ai jamais enseigné l'histoire. Comme vous le savez, les chefs d'Etat travaillent plus à faire l'histoire qu'à l'enseigner. Nous pouvons cependant attirer l'attention sur l'importance d'un enseignement adapté de l'histoire. Nous sommes d'ailleurs souvent les premiers à souffrir personnellement des conséquences destructrices de la distorsion des faits dans l'enseignement de l'histoire, des références historiques inexactes ou des approches faussées de l'histoire.

Si nous présentions aux jeunes une vision plus véridique de l'histoire, le présent serait sans doute meilleur.

Cette remarque peut s'appliquer, à des degrés divers, au système éducatif de tous les pays et de toutes les époques.

Je pense que si l'"Initiative de Tbilisi" a rencontré un écho, c'est parce que la Géorgie, pays de démocratie naissante, a toujours été et demeurera une nation tolérante sur le plan national et religieux. Malgré ses revers de fortune historique et l'injustice politique, la Géorgie ne s'est jamais coupée d'aucune nation, grande ou petite, et ne s'est jamais comportée en ennemie.

Il existe des leçons de l'histoire et des leçons historiques. Ce que nous semons à partir des leçons de l'histoire, nous le moissonnerons sous la forme de leçons historiques.

Bonne moisson à vous, chers amis et collègues.

Edouard Chevardnadze

